

LOUISA HANOUNE :

# «Je suis prête à aller en justice»

**Devant ses militants et sympathisants hier à Guelma, Louisa Hanoune a tenu un meeting aux allures de démonstration de force. La première responsable du Parti des travailleurs s'en est violemment pris à ceux qu'elle qualifie de «prédateurs de l'argent et du foncier publics». Elle n'a pas cité tous les noms. Mais pour l'assistance, c'est bien sûr ses actuels ennemis.**

Lors de cette rencontre qui s'est déroulée à la salle de conférences du Centre des loisirs scientifiques (CLS) de la ville de Guelma, l'ancienne candidate aux dernières présidentielles a réglé ses comptes avec le FCE et certains ministres. Devant des centaines de personnes et les cadres de son parti, dont les députés de Guelma, Taref, Constantine et Skikda, ainsi que les élus des assemblées locales, elle a étrillé le bilan de quelques membres du gouvernement. S'attaquant au ministre de la Santé, elle affirme qu'elle ne se taira pas devant «la remise en cause de la gratuité des soins». Cette dernière s'est offus-

quée en dénonçant «les agissements d'un entrepreneur qui veut s'accaparer de tous les secteurs», sans citer son nom, mais l'allusion était claire.

La ministre de la Culture n'a pas non plus été épargnée, «ce n'est pas un problème personnel avec cette dame, mais de faits. Elle est au cœur d'une série de scandales qui font aujourd'hui l'actualité», déclare-t-elle.

Et d'ajouter «je ne céderai pas à l'intimidation, à la menace, je suis prête à aller en justice et lever mon immunité parlementaire, à condition qu'elle démissionne de son poste de ministre». Pour rappel, la secrétaire générale du PT



Photo : Samir Sid

Louisa Hanoune règle ses comptes.

s'est attirée les foudres après son attaque contre le FCE et certains membres du gouvernement. Elle avait asticoté la ministre de la Culture lors de ses dernières déclarations sur la gestion de son

secteur, après le rapport lu à l'APN par les députés de son parti. Elle assure aujourd'hui se battre «pour l'honneur de son parti et du travailleur», et vouloir tourner la page de ceux qui sont au service d'une

oligarchie. Le tout, «sur fond de concurrence déloyale».

Désormais, pour «sauver l'Etat de tous les dangers qui le guettent», «il s'agit de restaurer la confiance du peuple en contribuant à faire toute la lumière sur ce qui s'est passé» et de «garantir l'unité de notre nation», a affirmé Louisa Hanoun. Elle a lancé le débat autour des programmes politiques. «Des milliards et des hectares sont détournés par une oligarchie, on ne peut mentir, et dilapider l'argent et les biens du peuple et prétendre le représenter, sous couvert d'investissements privés, les Algériens forment un peuple intelligent qui sait qu'il faut porter un projet clair», a-t-elle lancé. «Les succès réalisés sur la scène politique par notre parti sont dus au rejet de la privatisation et du bradage des entreprises publiques ainsi qu'au travail de terrain de nos candidats et militants», a lancé madame Hanoune.

**Noureddine Guergour**

## APRÈS LES CLARIFICATIONS DE L'AMBASSADE US ET DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

# Le PT maintient ses interrogations

**Le Parti des travailleurs (PT) persiste dans ses accusations de dilapidation des deniers publics contre les ministres de la Culture et de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Le secrétariat du bureau politique du parti, qui s'est réuni jeudi dernier est revenu sur les précisions apportées aussi bien par l'ambassade américaine à Alger que par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Dans un communiqué sanctionnant cette réunion, le PT voit en le démenti de la représentation diplomatique américaine à Alger paru le jour-même dans la presse nationale, comme une immixtion «dans un débat exclusivement national, algéro-algérien, parlementaire qui plus est», voire comme une «ingérence étrangère dans les affaires et les débats internes algériens».

Ceci non sans s'en prendre à la ministre de la Culture dont le parti de Louisa Hanoune s'étonne de l'ignorance d'une instruction du Premier ministre portant rentabilisation des espaces publics d'expression culturelle, notamment en ces temps marqués par la chute des revenus pétroliers qui appellent la rationalisation des dépenses maintes fois répétées par le Premier ministre». Et au PT de faire remarquer que l'ambassade américaine «a sciemment passé sous silence le sujet de la bourse octroyée au fils de la ministre de la Culture».

Autre cible du PT, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, auteur, lui également, d'une mise au point qui n'a pas trouvé grâce auprès du parti que dirige Hanoune.

Et pour cause, le PT considère que le département de Abdelmalek Boudiaf ne fait que «défoncer des portes ouvertes» puisque l'opinion publique sait que «c'est l'Etat algérien qui a conclu en 2013 des accords de fourniture d'accélérateurs avec ces deux entreprises étrangères, l'une américaine et l'autre suédoise».

Et de lancer une série d'interrogations : pourquoi ce n'est pas l'agence de réalisation et d'équipement des structures sanitaires créée en 2013 qui représente l'Etat dans cette société mixte, en partenariat dans le cadre de la règle

51/49% avec ces sociétés étrangères qui fournissent les équipements médicaux de radiothérapie destinés aux hôpitaux publics ?

Qui peut croire que les allégations en vertu desquelles les multinationales concernées auraient choisi pour représentant exclusif, oh quel hasard, un entrepreneur privé qui n'a rien à voir avec la santé et encore moins avec des équipements d'une telle importance qui ont coûté des milliards en devises ? Quel lien existe-t-il entre la santé et le

goudron alors que dans le pays il y a des entreprises publiques et privées qui activent dans le domaine de la santé depuis des années ?

Comment accepter que le ministère de la Santé puisse justifier le fait qu'un privé algérien puisse à la fois être le représentant de multinationales et de l'Etat algérien en même temps, détenant ainsi de fait, 100% de ces entreprises mixtes ?

Pour le PT, la déclaration du ministère de la Santé selon laquelle le choix des partenaires algériens des multinationales n'est pas du ressort de l'Etat est «gravissime» et signifie que l'oligarchie veut transformer l'Etat algérien en répu-

blique bananière où les multinationales dictent leur lois». Et d'estimer que la santé publique qui inclut le secteur privé, doit rester «exclusivement un domaine réservé aux professionnels de la santé car il y va de la santé des hommes, des femmes et des enfants du pays».

Le bureau politique du PT soutient, enfin, que le combat politique contre la dilapidation de l'argent public et la privatisation des prérogatives de l'Etat est «plus que jamais une impérieuse nécessité pour la survie de la nation», plaidant pour l'ouverture d'une enquête par les services compétents de l'Etat «pour faire toute la lumière sur cette opération».

**M. K.**

## FLN : SAÂDANI JETTE UN PAVÉ DANS LA MARE :

# «Louh ne pourra rien faire»

**Amar Saâdani défie ses contestataires au sein du Front de libération nationale. Hier samedi encore, et au cours d'une réception organisée à l'hôtel Moncada à Ben-Aknoun à l'occasion de la Journée mondiale pour la liberté de la presse, il interpella publiquement Abderrahmane Belayat, Abdelkrim Abada et Abdelaziz Belkhadem. Sur sa lancée, il lancera une pique en direction de... Tayeb Louh !**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - «Ils remettent en cause le document que vient de nous remettre le ministère de l'Intérieur pour la tenue du congrès ? Je les mets au défi de nous montrer les anciennes autorisations qu'eux-mêmes avaient reçues pour organiser les précédents congrès. C'est exactement le même type de document que nous avons reçu dernièrement», dira Saâdani en réponse à la toute première question au cours d'une conférence de presse à l'issue de la réception. Offensif, comme à ses habitudes, il s'en prendra à ses adversaires individuellement.

«Où avez-vous vu ce Belayat ? Moi, je lui avais dit que je me rendrai à Sétif, non ? Eh bien, j'y suis allé et je ne l'ai pas trouvé là-bas !». Puis, pour Abdelkrim Abada : «Je crois

que c'était lui qui avait confectionné les statuts du parti. Eh bien, s'il peut y trouver le mot «redresseur», je débattrai avec lui !». Abdelaziz Belkhadem ? «Je tiens aujourd'hui à révéler, pour la première fois, que du temps où il était secrétaire général, je lui avais remis ma démission de mon poste au bureau politique, chargé des élus, le jour où il avait accepté qu'un parti minoritaire (le RND/ndlr) prenne la chefferie du gouvernement alors que le FLN est le parti majoritaire»!

Saâdani ne s'arrêtera pas là. Commentant la décision des contestataires d'engager une action en justice afin de bloquer la tenue du 10<sup>e</sup> congrès qu'il a convoqué pour le 28 mai prochain, Amar Saâdani lâchera cet autre pavé dans la mare. «Ils pensent que, parce que c'est Tayeb Louh qui est



Photo : Samir Sid

Saâdani très offensif.

ministre de la Justice, ils auront gain de cause. Ils se trompent lourdement ! Les choses ne fonctionnent pas de cette manière !».

Pour rappel, l'actuel ministre de la Justice avait joué un rôle décisif durant l'été 2013 pour convaincre une bonne partie des membres du comité central, y compris des ministres, de cautionner le choix de Amar Saâdani pour succéder à Abdelaziz Belkhadem...

Sur un autre plan, et sans doute échaudé par la salve de tirs, suscités par ses précédentes déclarations, notam-

ment de la part de Abdelkader Bensalah, Amar Saâdani s'est montré inhabituellement, extrêmement prudent lorsqu'il évoquera la révision de la Constitution. «Cela reste du domaine exclusif de Monsieur le président de la République».

Aussi, si Bouteflika n'a pas encore annoncé la révision, «c'est la faute à l'opposition». Il citera un exemple : «Dernièrement, trois députés ont distribué une pétition. En réalité, ils voulaient adresser un message au Président pour lui faire croire que rien ne va plus au Parlement dans le but de le décourager de soumettre le projet de révision.» Toujours est-il, Saâdani affirmera que la révision de la Constitution «aura bel et bien lieu». Mieux, «elle consacra le régime semi-présidentiel. Elle prévoit davantage de prérogatives pour le gouvernement et le Parlement».

Saâdani prévoit enfin que «ne remettant pas en cause les équilibres entre les pouvoirs, cette révision passera à travers le Parlement»...

**K. A.**